

L'or noir, élément perturbant pour la BCE

La semaine prochaine Mario Draghi révélera la future politique monétaire de l'Union Européenne

Même si de nombreux automobilistes ne se sont même pas rendu compte du changement des dénominations et des pictogrammes des différents carburants, le pétrole et surtout la future évolution de son prix pourront donner du fil à retordre aux argentiers européens.

Si la plupart des matières premières ont passé une année 2018 assez difficile jusqu'à présent, l'indice Thomson Reuters CRB Commodity Index se situant à -2,02 % depuis le début de l'année, les cours du pétrole suivent une trajectoire tout à fait différente. Le 2 janvier 2018, le cours du brut de Brent se situait encore à 66,57 dollars et a augmenté depuis lors de presque 20 %. Cette hausse par contre n'a pas pu être ignorée lors de passages à la pompe.

La semaine prochaine, Mario Draghi révélera, à l'issue de la réunion des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne (BCE), la future politique monétaire de l'Union Européenne. La direction engagée en septembre 2018 devrait se confirmer: les rachats d'actifs devraient s'arrêter à la fin de l'année et une première hausse des taux européens serait attendue vers l'été 2019.

Le niveau de l'inflation européenne mesuré par l'indice des prix à la consommation, qui a dépassé les 2 % en juillet, semble se confirmer avec 2,1 % en octobre. Si la BCE a prévu une hausse des prix à la consommation de 1,7 % pour l'année 2018, des variations importantes au niveau des prix du pétrole pourraient influencer les plans de Mario Draghi. Quels facteurs pourraient infléchir ces prévisions?

L'or noir! Prédire actuellement une tendance des cours du pétrole s'avère très difficile. L'agence internationale de l'énergie (AIE) a abaissé, le 12 octobre 2018, ses prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole pour les années 2018 et 2019. Les principales raisons évoquées sont les cours élevés, les tensions com-



Prédire actuellement une tendance des cours du pétrole s'avère très difficile.

(PHOTO: ARCHIVES LW)

merciales et les perspectives économiques moins favorables (surtout les révisions à la baisse pour la Chine). Les cours du brut devraient donc plutôt fléchir sur base de telles nouvelles.

La production de pétrole augmente

Du côté de l'offre, les marchés semblent être correctement provisionnés à ce stade. Les six derniers mois de 2018, les pays producteurs de pétrole ont nettement augmenté leur production. Les producteurs du Moyen-Orient, notamment l'Arabie saoudite, ont plus que compensé la baisse de production du Venezuela et de l'Iran. De plus, l'augmentation des stocks de pétrole pendant le deuxième trimestre et probablement également le troisième trimestre renforcent l'hypothèse d'une offre

suffisante. Un autre indice pour une baisse potentielle du prix du baril? Sur les marchés financiers, c'est toujours plus compliqué...

Selon l'AIE, le secteur pétrolier est entré dans une phase de tensions. La capacité non utilisée de production de pétrole dans le monde a chuté à 2 % de la demande mondiale et devrait continuer à baisser. L'augmentation de l'offre actuelle se fait au détriment des capacités de réserve. Cette tension devrait perdurer encore pendant un moment entraînant des hausses de cours.

De son côté, le secrétaire général de l'OPEP, Mohammed Barkindo, a déclaré, lors d'une conférence à Londres, que les pays producteurs de pétrole étaient très préoccupés de la forte réduction des investissements dans le secteur. Il a rappelé que l'OPEP et la

Russie ont accepté en juin d'augmenter leur production afin que le marché soit correctement alimenté. Selon lui, seule l'Arabie saoudite sera néanmoins capable de déployer des nouvelles capacités de production, si nécessaire. Ce pays a prévu d'investir dans les prochaines années 20 milliards de dollars (17,3 milliards d'euros) dans ses capacités d'extraction et de stockage de l'or noir.

Se rajoutent encore les sanctions américaines sur les exportations du troisième producteur mondial, l'Iran. Si les exportations ont déjà diminué depuis les pics du deuxième trimestre 2018, les nouvelles sanctions qui entreront en vigueur fin 2018 devraient aggraver encore la situation.

Reste à savoir si la possible baisse de la demande pourra contrebalancer la baisse de l'offre. Un re-

tour de l'énergie chère aura également un impact sur la croissance économique, un cercle vicieux.

L'AIE estime qu'au cours du quatrième trimestre, la demande et l'offre dépasseront toutes les deux les nouveaux pics historiques de 100 millions de barils par jour. Ce phénomène est appelé des «pics jumeaux» ou «twin peaks» en anglais comme la fameuse série télévisée américaine des années 90' à l'atmosphère étrange.

Une baisse de la demande suite aux conséquences de la guerre commerciale de Donald Trump avec le reste du monde et un ralentissement économique pousseraient les prix à nouveau vers le bas.

Les nouvelles sanctions américaines qui auront pour effet de retirer du marché quelque deux millions de barils par jour de pétrole iranien pourraient propulser le cours du pétrole vers les 100 dollars jusqu'à ce que le marché ait une réponse à cette disparition. L'OPEP et la Russie restent actuellement sourds aux appels de Donald Trump d'augmenter leur offre afin de compenser la baisse des exportations iraniennes. Les nouvelles tensions entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite suite à la mort du journaliste Jamal Khashoggi n'arrangent guère les relations. De l'autre côté, l'Iran reste confiante dans ses possibilités d'écouler sa production sur les marchés internationaux.

Les données se compliquent pour la BCE qui doit résoudre cette équation afin d'anticiper correctement sa future politique monétaire. Un faux pas pourrait avoir des conséquences non-négligeables pour l'économie européenne. Surtout pour les pays périphériques qui digèreraient très mal des hausses de taux prématurées avec des taux d'endettement hors contrôle.

Mike Felten
Directeur
Fortuna Banque s.c.

DAX gibt nach

Deutsches Börsenbarometer verzeichnet im Wochenvergleich ein dünnes Plus von 0,23 Prozent

Frankfurt. Der DAX hat sich am Freitag kraftlos gezeigt. Beeinträchtigt durch die nächste Gewinnwarnung – in diesem Fall von Daimler – ging es für den deutschen Leitindex am Ende um 0,31 Prozent auf 11 553,83 Punkte bergab. Zuvor hatte er mehrfach das Vorzeichen gewechselt. Im Wochenvergleich hat das deutsche Börsenbarometer ein dünnes Plus von 0,23 Prozent über die Zeit gerettet.

Marktbeobachtern zufolge hinterließen ein überraschend niedriges Wirtschaftswachstum in China und die weiter stockenden Verhandlungen über den Brexit und den italienischen Staatshaushalt zum Wochenschluss ihre Spuren. Mit Daimler gab es in der Frühphase der Berichtssaison nun schon den vierten enttäuschenden

Ausblick eines DAX-Konzerns binnen drei Tagen. Analyst Jochen Stanzl von CMC Markets sprach vor diesem Hintergrund von einem holprigen Start.

Nachdem Daimler angekündigt hatte, der operative Gewinn (Ebit) werde 2018 statt eines nur leichten Rückgangs nun „deutlich“ unter dem Wert des Vorjahres erwartet, sackten die Aktien mit 48,77 Euro schlagartig auf den tiefsten Stand seit fünf Jahren ab. Sie konnten sich davon aber immerhin etwas erholen, am Ende blieb ein Abschlagn von knapp zwei Prozent auf 51,39 Euro.

In der zweiten Reihe sah das Bild noch etwas trüber aus. Der MDAX verlor am Ende 0,84 Prozent auf 24 148,60 Punkte – vor allem wegen einer besonders schlechten Stimmung im Autozu-



Daimler schraubt erneut die Gewinnziele für 2018 nach unten. Die Aktie verlor knapp zwei Prozent.

(FOTO: LW-ARCHIV)

liefersektor, der in dem Mittelwerte-Index stark vertreten ist. Als Grund dafür wurde ein vorsichtiger Ausblick von des Reifenherstellers Michelin genannt.

Schaeffler, Norma Group, Dürr, Osram, Rheinmetall und Hella verloren im MDAX zwischen zwei und fünf Prozent.

Im DAX gaben die Aktien von Continental mit einem Abschlagn von 4,5 Prozent ebenfalls nach. Sie waren damit der zweitgrößte Verlierer im deutschen Leitindex. Noch größer waren im DAX nur noch die rund sechsprozentigen Einbußen bei den Anteilen der Lufthansa.

Die Anteilsscheine des Versorgers RWE gewannen mit dem Rückenwind positiver Analystenkommentare an der DAX-Spitze 2,1 Prozent. dpa